

## RN 88 - La note discordante des Verts

L'unanimité autour de l'impérieuse nécessité de réaliser la RN 88 en deux fois deux voies semblait bel et bien acquise. Mais voilà que les Verts de l'Aveyron font entendre un autre discours. Par la voix de leur responsable communication, Jean-Louis Calmettes, ils évoquent, quant à eux, une « farce tragique ». Ils auraient préféré que Martin Malvy continue à privilégier le rail, ils regrettent que des collectivités telles que le département et la région interviennent à la place de l'Etat sur une route nationale, et ils mettent l'accent sur l'aggravation de l'effet de serre que devrait induire un afflux de circulation avec deux voies supplémentaires. Ils demandent, enfin, un sursaut des élus de gauche afin de mettre à mal ce projet « néfaste ».

CENTRE PRESSE MARDI 2 JUIN 2009

### COMMUNIQUES

## RN88 : « Il ne faut pas un centime de la Région et du Département »

**Les Verts aveyronnais dénoncent le financement voulu par les élus locaux au sujet des aménagements de la route nationale, qui est de la « seule compétence » de l'Etat.**

**Sous ce titre, les Verts de l'Aveyron, communiquent :**  
« Décidément, le Grenelle de l'Environnement tourne à la farce, même en Midi-Pyrénées. Farce tragique certes, car elle se fait sur le dos de notre environnement, de notre planète et des générations futures. Alors que le plan Rail voté par le conseil régional Midi-Pyrénées sonnait comme un espoir pour rééquilibrer les modes de transports en faveur du train sur notre territoire, l'Etat annonce un déblocage de moyens financiers pour aménager des routes. Plus grave, les élus locaux, de gauche et de

droite confondus, veulent faire peser sur les contribuables de l'Aveyron et de Midi-Pyrénées le financement des aménagements sur la RN88, route nationale, qui est donc de la compétence seule de l'Etat.

Alors qu'avec la grave crise qui nous touche ces deux collectivités, Département et Région, devraient mettre tous leurs efforts sur les compétences dont elles ont effectivement la charge, elles décident de prendre part au financement d'un projet qui ne les concerne pas ! La position de M. Malvy nous surprend, d'autant plus que son collègue

M. Souchon, président socialiste de la région Auvergne, refuse justement de financer les routes nationales dont la RN88, y compris dans la déviation du Puy. Le rôle des élus n'est pas de répondre à des tendances prétendues inéluctables mais au contraire, de chercher à les infléchir dans le sens de l'intérêt général et du long terme. On ne peut pas claironner à tour de discours faire du "développement durable" et être "sensible au réchauffement de la planète" et donner des financements à des projets qui incitent à l'accroissement du transport international

de marchandises par la route, qui contribuent à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre... Nous espérons un réveil et un sursaut des élus de gauche afin de mettre à mal ce projet néfaste pour l'Aveyron tant pour notre environnement que pour notre économie. Nous savons, et l'exemple de l'A75 ne fait que le confirmer, qu'une route rapide aspire essentiellement les entreprises déjà présentes au détriment de territoires proches alors désertifiés. Est-ce là ce modèle de développement que nous voulons pour notre département ? »

**vos RÉACTIONS**  
**DANS**

**ladepeche.fr**

2106109

**RN 88**

**JEAN-LOUIS CALMETTES**  
**(VERTS DE L'AVEYRON) >>>**

Alors que le plan Rail voté par le Conseil Régional Midi-Pyrénées sonnait comme un espoir pour ré-équilibrer les modes de transports en faveur du train sur notre territoire, l'Etat annonce un déblocage de moyens financiers pour aménager des routes. Plus grave, les élus locaux, de gauche et de droite confondus, veulent faire peser sur les contribuables de l'Aveyron et de Midi-Pyrénées le financement des aménagements sur la RN 88, route nationale, qui est donc de la compétence seule de l'Etat. Alors qu'avec la grave crise qui nous touche ces deux collectivités, Département et Région, devraient mettre tous leurs efforts sur les compétences dont elles ont effectivement la charge : social, environnement, transports, santé, habitat, culture, formation, économie..., elles décident de prendre part au financement d'un projet qui ne les concerne pas ! La position de M. Malvy nous surprend, d'autant plus que son collègue président socialiste de la Région Auvergne, refuse fort justement de financer les routes nationales dont la RN 88, y compris dans la déviation du Puy. On ne peut pas claiçonner faire du « développement durable » et être « sensible au réchauffement de la planète » et donner des financements à des projets qui incitent à l'accroissement du transport international de marchandises par la route, qui contribuent à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, à la destruction et à la compartimentation d'espaces naturels. Nous espérons un réveil et un sursaut des élus de gauche afin de mettre à mal ce projet néfaste pour l'Aveyron».